

*Accords fiscaux—Loi*

● (1350)

[Traduction]

**M. le vice-président:** Y a-t-il des questions ou des observations? L'honorable député de York-Sud—Weston (M. Nunziata).

**M. Nunziata:** Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord féliciter l'honorable député de Laurier (M. Berger) de ses déclarations cet après-midi. Je sais, pour très bien connaître l'honorable député, qu'il est très préoccupé par le projet de loi C-96 qui suscite en lui de très sincères inquiétudes, surtout à propos de l'enseignement postsecondaire. A maintes occasions il a demandé avec éloquence et beaucoup de passion que soient maintenus et même augmentés le niveau et la qualité de l'enseignement dans tout le Canada. Espérons que les député d'en face ont été touchés par les propos de l'honorable député ou du moins qu'ils admettent les conséquences que le projet de loi C-96 aura sur l'enseignement postsecondaire au Canada. De toute évidence, du moins semble-t-il, étant donné la façon dont ce projet de loi a été présenté à la Chambre, on a très peu réfléchi à ses conséquences.

Comme l'a indiqué mon honorable ami, par cette loi le gouvernement a l'intention de réduire de 8 milliards de dollars les paiements de péréquation du Fédéral au cours des cinq prochaines années. Il est évident que c'est sa paranoïa à propos du déficit qui le fait agir. Nous savons tous qu'il faut s'attaquer au déficit et qu'effectivement c'est un grave problème. Toutefois, nous de ce côté-ci de la Chambre, avons toujours soutenu que si le gouvernement vise à réduire le déficit, il doit le faire de façon juste et équitable. Il faut s'y attaquer sans miner des institutions ou des valeurs essentielles et fondamentales de notre société. Je demande donc à l'honorable député s'il convient avec moi que le gouvernement doit certainement donner l'exemple. Deuxièmement, est-il d'accord pour dire que le gouvernement ne doit pas tenter de réduire le déficit au détriment des déshérités?

Quant à la première question, j'aimerais lui demander s'il considère que le gouvernement fédéral donne l'exemple, lorsqu'il tente de faire adopter un projet de loi C-96, qui lui permettra de réduire de 8 milliards de dollars le financement fédéral destiné à l'enseignement postsecondaire. Est-ce juste quand, par ailleurs, les ministres conservateurs ont dépensé l'an dernier pour leur équipe personnelle 53 p. 100 de plus que ce qu'avaient dépensé les libéraux lorsqu'ils étaient au pouvoir pendant la dernière année complète de leur mandat? L'honorable député estime-t-il qu'il donne l'exemple? Que c'est juste ou équitable quand, d'une part les ministres augmentent leur propre budget personnel pour payer leur personnel et quand, d'autre part ils demandent aux gouvernements provinciaux d'exercer des compressions financières dans des domaines aussi cruciaux que l'enseignement postsecondaire et les soins médicaux?

**M. Berger:** Monsieur le Président, je remercie l'honorable député de ses observations. Il demande si le gouvernement donne l'exemple. Tout ce qu'il nous donne c'est beaucoup de cynisme...

[Français]

... déception grandissante face aux actions de ce gouvernement, comparé aux promesses qui ont été véhiculées tout autour de la dernière campagne électorale et bien avant.

[Traduction]

Pendant deux jours, la semaine dernière, j'ai participé à un colloque national sur la politique scientifique et technologique à Winnipeg. Un peu plus tôt aujourd'hui, j'ai entendu le député de Windsor—Walkerville (M. McCurdy) faire état de ses impressions à la suite de ce colloque. C'était ahurissant. Pendant deux jours, le ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie (M. Oberle) a répété que nous n'avions plus d'argent pour accroître les dépenses pour la recherche scientifique. Il a déclaré qu'on ne règle pas un problème pas des injections de fonds et que nous devons dépenser mieux et de façon plus intelligente. Il a utilisé tous les clichés habituels. Toutefois, tous les participants, qui venaient de toutes les régions du Canada, s'accordaient pour dire que nous devons consacrer plus d'argent à la recherche scientifique et technologique. Après ce spectacle digne d'une remise des Oscars que nous a offert le ministre à Winnipeg, qu'est-ce qui nous attendait à Ottawa, que voyons-nous?. Nous voyons que le premier ministre (M. Mulroney) fait construire deux aéroports dans sa circonscription ou qu'il fait installer à certains aéroports des dispositifs perfectionnés d'atterrissage aux instruments qui coûteront plusieurs millions de dollars. Or il s'agit d'aéroports où aucun critère rationnel ne justifie pareilles dépenses. Si on étudie l'affaire, on constate que d'autres aéroports du pays méritent beaucoup plus d'obtenir des fonds fédéraux.

Un autre exemple, après la pauvreté des discours que nous avons entendus à Winnipeg pendant plusieurs jours, concernait le communiqué dans lequel on annonçait que l'avion du premier ministre avait été suivi par un avion du ministère des Transports muni d'un équipement vidéo perfectionné pour faire en sorte que chacun des mouvements du premier ministre serait enregistré pour la postérité. Quelle belle façon de donner l'exemple alors qu'au même moment le financement de l'éducation subit des coupures?

Il s'agit d'un problème fondamental. Des représentants de l'Université de Waterloo, qui ont comparu devant notre comité il y a deux semaines, ont indiqué que l'université qui reçoit un dollar pour donner une formation de base à ses étudiants pourrait toucher \$1.50 si elle était située à 200 milles plus au sud. Pour chaque dollar que l'université touche pour la recherche, elle pourrait en recevoir 2.50 si elle était située 200 milles plus au sud. J'ai beau chercher, je ne vois pas comment nos établissements peuvent concurrencer les universités américaines. À mon avis, la seule solution serait que, dans le cadre d'un accord de libre-échange, les Américains financent nos universités.